

Interview du Leader des Forces Nationales de Libération (FNL), Agathon Rwasa : "Je ne suis ni extrémiste ni intégriste"

(Source: Arc en ciel)

Le 01 mars 14

Agathon Rwasa, le leader très soutenu des Forces Nationales de Libération (FNL) a bien voulu accorder un entretien à votre journal, "Arc-en-Ciel". Une première depuis sa création, il y a déjà une décennie. Dans un climat très détendu, Agathon Rwasa a répondu clairement à toutes nos questions. Dans cette première partie de cette longue interview faite dans sa villa de Kiriri, Agathon Rwasa nous parle de son parti, du 3e mandat éventuel du Président Pierre Nkurunziza, de la CNTB, de sa personnalité, ... Ce jeune leader impressionne par sa lucidité, son sens d'observation, sa capacité d'analyse, par sa simplicité et surtout, son franc-parler.

Monsieur le président, vous êtes le leader très soutenu des Fnl, comment se présente votre parti sur l'échelle nationale ?

Le parti Fnl est un parti implanté sur tout le territoire national. Dans les villes comme dans les campagnes. Ceci peut être justifié par le concours de plusieurs circonstances.

D'abord, il y a le facteur temps. C'est la première organisation de l'opposition qui a vu le jour, quand bien même l'appellation n'est pas celle que nous portons aujourd'hui. C'est un parti qui est assez vieux. D'ici le mois d'avril, on aura 34 ans d'existence. L'autre parti qui est assez vieux est l'Uprona. Tous les autres partis qui ont tenté d'émerger, parfois ce sont des partis qui ont fait défection des Fnl. Parfois, ce sont des gens qui ont pensé que les choses pouvaient aller plus vite de l'autre côté. Raison pour laquelle, ces partis, ne peuvent pas se targuer d'être mieux implanté que nous. Quand bien même certains d'entre-eux disent qu'ils ont géré le pays, qu'ils ont fait ceci ou cela.

Ensuite, il y a un autre facteur qui milite en faveur de notre positionnement par rapport aux autres. C'est parce que nous avons toujours défendu les idéaux de justice pour tout le monde afin que nous puissions vivre dans un pays où la paix est une réalité. Nous avons toujours envisagé un développement intégral des citoyens de notre nation. Et vous voyez que du jour au lendemain, le climat social est toujours tendu. La classe politique reste, plus ou moins, occupé à s'enrichir, au point que chaque gouvernement qui est entré sur la scène politique, a toujours déçu les espoirs de la population burundaise! Alors, il y a des militants qui ont toujours été avec nous depuis longtemps. Il y en a qui s'ajoutent du jour au lendemain. Et parce qu'on espère qu'on va toujours militer pour les idéaux de la justice, on arrivera un jour à changer la société burundaise, pour des lendemains meilleurs. Alors, c'est ça qui justifie notre implantation sur terrain.

Autre chose, c'est que même dans des conditions très difficiles, nous avons accepté de souffrir, pour qu'au moins, il arrive un jour, où on va vivre dans des bonnes conditions. Parce qu'il y en a qui disent que 2010, on était deuxième dans les colonnes et que ce score suffisait pour entrer dans les institutions, ... Mais, y aller pour être des accompagnateurs, comme les autres partis qui sont au gouvernement aujourd'hui, qui n'ont presque rien à dire, dans la gestion de la chose publique, qui sont malmenés par ceux qui sont avec eux dans le pouvoir, c'est pas ça qui nous intéresse. Ceci parce que, pour moi personnellement, gagner un salaire, avoir des bonnes conditions de vie, sans avoir de l'espoir pour tout un peuple, ça ne m'arrange pas du tout. Si je devrais chercher à vivre mieux comme tout le monde, peut-être que j'aurais réussi dans un autre domaine que dans la politique.

Pour moi, la politique est faite pour organiser la société. Et pour sa promotion intégrale. Elle n'est pas faite pour des intérêts sectaires de quelques rares dirigeants, ou de quelques privilégiés qui peuvent occuper l'un ou l'autre poste. Raison pour laquelle, ceux qui comprennent que le désir du changement est une réalité, ils ne peuvent que nous soutenir. Nous invitons tout le monde à voir la politique dans ce sens.

Votre parti a connu une certaine dissension interne depuis quelques années. Qui contrôle réellement les Fnl ? S'agit-il de vous ou de Mr Jacques Bigirimana ?

Effectivement, des dissensions, on les a connues parce que, c'est une chose qui vient d'être avérée, le pouvoir s'immisce dans l'organisation interne des partis politiques. Et le pouvoir est toujours disposé à travailler avec des gens qui peuvent caresser le chat dans le sens du poil. Malheureusement ce n'est pas ça qui fera avancer notre pays. Chaque fois que le pouvoir ira par des manœuvres de corruption, d'achat de conscience, on verra que la démocratie aura du mal à s'épanouir.

Alors, la question est de savoir qui contrôle réellement les Fnl ? Je ne dirais pas que je contrôle les Fnl.

Jacques Bigirimana non plus ne peut pas contrôler les Fnl. Les Fnl sont des gens qui sont murs. Ils savent opérer un choix judicieux. Ils voient que ce Fnl qui est de l'obédience du Cndd-Fdd, n'en est pas un. Alors, ils ne sont pas derrière cette formation-là. La preuve en est que lorsqu'on a voulu écrire une pétition à monsieur le président de la République, on a rassemblé des dizaines des milliers de signatures facilement. Je ne crois pas que Jacques Bigirimana pourrait le faire.

J'ai suivi régulièrement les activités qu'ils font, je regarde la télévision, ils vont quelque part, ils disent qu'ils vont dans les activités de leur parti, ouvrir des permanences, on n'y voit même pas cinquante personnes ! Des fois même, pas dix personnes ! **"Uwuhagarikiwe n'ingwe aravoma"** selon un adage burundais. Jacques Bigirimana peut toujours dire qu'il dirige le parti et qu'il le maîtrise. Mais j'ai du mal à croire que, il dirige les Fnl. Les Fnl connaissent leurs leaders. Raison pour laquelle nous avons toujours réclamé qu'ils nous rétablissent dans nos droits. Et surtout que, puisqu'il n'y a personne qu'il faut laisser derrière le bercail, qu'il faut que la réunification de notre parti soit effective.

Justement, à quand cette réunification pour suivre la dynamique courageuse que l'on voit à l'Uprona ?

Depuis quelque temps, moi je lance ce message de réunification de notre parti. Evidemment, dans votre parution d'il y a trois semaines, j'ai vu que Jacques Bigirimana s'inscrit en faux contre cela. Et il sait très bien pourquoi il le dit. Parce qu'il sait bien qu'il n'a rien compris de l'idéologie des Fnl. Il est assoiffé d'argent, il est là pour amasser de l'argent qu'il gagne honnêtement parce que le pouvoir lui en offre gratuitement, étant donné que c'est un instrument pour affaiblir notre formation politique. Alors, les intérêts personnels, c'est cela qui le préoccupe. Il sait qu'il ne peut pas accepter de souffrir comme nous acceptons cette souffrance.

Jacques Bigirimana est un individu. S'il a des centaines de militants derrière lui, je ne connais pas leur nombre malheureusement, je ne crois pas que tous pensent que la réunification n'a pas son sens. Les burundais qui veulent que nous émergeons dans la démocratie, on leur fait toujours cet appel, et j'espère que c'est un pari que nous allons réussir, avant les élections de 2015. C'est un objectif noble qui gêne ceux qui gèrent le pouvoir. Ils fourniront des efforts pour saper cette réunification. Mais nous aussi, nous doublerons de notre courage et de notre détermination pour réussir ce défi.

Quelle est votre position par rapport à deux questions de l'heure au Burundi, notamment un éventuel troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza et la gestion de la Commission Nationale Terre et autres Biens (Cntb) ?

Effectivement, ce sont des questions qui sont d'une préoccupation assez grande dans l'esprit des politiciens burundais. Et même pour ceux qui suivent l'évolution de la situation de notre pays. Moi je vous dirais que j'ai connu pratiquement tous les régimes, sauf le régime monarchique. J'étais encore très jeune, je ne pouvais rien comprendre. Mais j'ai vu le régime de Micombero, j'ai vécu tout le régime Bagaza, le régime Buyoya jusqu'à ce jour-ci.

De toutes les façons, si le régime du Cndd-Fdd aura été bon, et là, c'est peut-être un sujet de débat, à voir comment la situation ne cesse de se détériorer du jour au lendemain, depuis 2005, sur le plan social, sur le plan politique, sur le plan économique, ... et le gestionnaire numéro un, c'est le Président Pierre Nkurunziza. Je crois qu'avant de penser à un troisième mandat, qui est contraire d'ailleurs aux dispositions légales en vigueur aujourd'hui, il faudrait d'abord essayer de faire un bilan. Le bilan des réalisations sur différents plans et dans des différents domaines. Si je devrais donner un conseil au président de la République, je lui dirais de prendre un petit congé de cinq ans. Et s'il veut, il pourra toujours revenir en 2020. C'est salutaire pour lui. Et pour plusieurs raisons.

D'abord, s'il accepte mon conseil, il aura montré à la communauté nationale et internationale, qu'il a l'esprit du respect de la loi. Il donnerait ainsi un bon exemple, aux jeunes générations. Ça serait également une façon de dire aux burundais, essayons de respecter les règles que nous avons mis sur pied. Ensuite, ça serait un avantage pour lui, car il serait parmi les rares présidents africains qui ne manipuleraient la loi pour se pérenniser au pouvoir. Et je le crois assez jeune pour revenir cinq ans après, il aurait encore de la vigueur pour se remettre au service du pays. Je crois également que le bilan sur les Droits de l'Homme, la situation économique, ... ne l'encourageraient pas de rester au pouvoir. Une énième fois successive. Troisième mandat, franchement, je suis contre. La loi est ce qu'elle, s'il faut la respecter, c'est tout le monde qui doit la respecter. Et il faut la respecter. Ce n'est pas au conditionnel.

Et par rapport à la Cntb?

La Cntb est une question cruciale au Burundi. Nous sommes une population paysanne à plus de 80%. La

seule richesse pour le burundais, c'est son lopin de terre. Nous savons que la problématique de la terre au Burundi, a toujours été source des conflits. Au sein des familles et au sein des communautés. Alors, il ne serait pas aisé de régler cette question en n'oubliant les différents paramètres, puisque, mine de rien, on ne peut pas s'approprier de la gestion d'une question aussi épineuse que celle-là, en tant que parti politique. Apparemment la nouvelle loi sur la Cntb, n'a pas été consentie par toutes les parties prenantes de l'Assemblée nationale et du Sénat. Evidemment, puisque quelque part, on vous dit que la majorité compte dans la démocratie. On peut toujours faire du forcing. Même si on fait du forcing, il faut voir qu'elle sera la portée de ce forcing. Alors, moi je situerais le débat ailleurs.

On devrait réinitialiser le débat sur la question des terres, voir toutes les lois qui sont en vigueur en la matière. Notamment cette loi qui dit que, après quarante ans sans être dans votre propriété, vous n'y avez plus droit, vous n'y avez plus accès. Moi je trouve que c'est quand-même bizarre. Ceux qui ont mis sur pied cette loi, c'étaient des calculateurs. Ils savaient qu'ils avaient poussé les gens à l'exil et savaient que dans les conditions dans lesquelles le Burundi se trouvait, ne permettaient pas à ces exilés de se rapatrier. Donc, c'était une loi qui était faite pour justifier l'usurpation des biens de l'autre. Cette loi ne devrait pas être toujours de l'actualité au Burundi. Evidemment pour l'abroger, il faut un débat profond. Il faut trouver une loi sur la terre, capable de réconcilier les gens.

Avec la Cntb, un tribunal spécial, ... Alors, on a combien des justices dans ce pays ? Moi je pense que la loi est générale, elle est applicable pour tous et dans toutes les conditions. Seulement, il faut analyser les contours de ces lois, pour que les jugements rendus, soient des jugements forts, justes et équitables. Si la justice burundaise n'est pas capable de trancher les conflits fonciers, ce n'est pas en instituant une justice spéciale, qu'on résout le problème. C'est plutôt, s'attaquer, au fond même de la question de la justice. Malheureusement, qui va s'attaquer à cette question ? Lorsqu'on voit combien la justice est manipulée, il ne faut pas dire que la justice n'est pas à la hauteur de sa mission. Mais plutôt, il faut dire que les politiciens de tous bords, de tous les régimes, ont cherché et cherchent toujours à instrumentaliser la justice.

Alors, le remède à cette situation, c'est de cesser d'instrumentaliser la justice, d'accepter qu'elle soit indépendante et d'exiger de cette justice, un travail de qualité, susceptible de satisfaire les aspirations de tous les citoyens. C'est cela le défi qu'il nous faut relever. Alors pour me résumer, la question de la Cntb, est une question très importante. Elle mérite un débat profond sur les mécanismes de la justice au Burundi, sur l'indépendance de la justice au Burundi et sur le rôle que la justice doit jouer dans la réconciliation des citoyens au Burundi.

Entrons dans les questions qui fâchent. Agathon Rwasa est-il un extrémiste hutu ? C'est une question qui se discute souvent chez les tutsi. Agathon Rwasa est-il un intégriste religieux, proche de l'Eglise catholique du Burundi ?

Les questions qui fâchent ! Qu'est-ce que vous appelez fâcher ? Vous savez, les gens sont libres de penser comme ils veulent. L'extrémisme ? Des fois au Burundi, nous adoptons des termes sans même savoir réellement ce qu'ils représentent. L'extrémisme et l'intégrisme dont on m'accuse, je ne suis ni l'un ni l'autre. Si j'étais un extrémiste contre les tutsi, c'est-à-dire que je n'aurais pas un seul tutsi dans les rangs de mon parti. Je n'aurais pas un seul tutsi qui soit ami à moi. Peut-être que les gens peuvent creuser plus loin. Vous trouverez même que dans ma famille, dans mes parentés, il y a des tutsi ! Alors, où est cet extrémisme ?

L'intégrisme dont on parle. Moi j'ai des amis musulmans, j'ai des amis catholiques, ... j'ai des amis qui ne savent rien de la religion. Alors, où est cet intégrisme ? Seulement, les gens sont parfois dérangés, lorsqu'on aborde les termes de la spiritualité. Je ne comprends pas comment dans un pays où plus de 80% de la population est chrétienne, on vit toujours dans la barbarie, telle qu'on la voit au quotidien ! La religion, ça nous apprend quoi ? Ca nous apprend l'amour. Comment est-ce que, lorsqu'on va en politique, on va prêcher la haine ? Et dimanche, on va à la messe, et même, on va animer des croisades ! Et à quel prix ? A coûts des millions de nos francs ! Une religiosité qui est sur les bouts des lèvres, qui n'est pas dans nos actes, c'est cela que je fustige. Si c'est cela qui justifie que je serais intégriste, alors j'accepterais d'être intégriste !

En tout cas, je ne le dirais jamais assez, je suis contre cette hypocrisie des chrétiens burundais, qui sont chrétiens juste à l'église, et qui sont barbares dans les bureaux, qui sont corrompus, qui extorquent les gens et qui dilapident les caisses de l'Etat, qui usurent les biens des autres ! Si c'est à ce prix que je serais intégriste, alors je l'accepterais. Je ne crois pas qu'un extrémiste pourrait avoir une place dans notre société. Je ne crois pas qu'en dénonçant une chose négative, on devient négative ipso facto. Moi j'ai toujours dénoncé l'exclusion des hutu. Ca me révoltait, ça me révolte toujours aujourd'hui. L'exclusion qui est faite aux burundais parce qu'ils ne sont pas du parti au pouvoir me révolte également. Donc, s'il faut être taxé d'extrémiste parce que l'on est contre des injustices, alors je serais extrémiste, contre les tutsi, contre les hutu, ... contre tous ceux qui font de l'exclusion, leur cheval de bataille.

Si les gens disent que je suis extrémiste, ils peuvent le dire, mais je ne serais pas pour autant extrémiste parce qu'ils le disent. Ma conscience restera toujours tranquille.

Propos recueillis par
Thierry Ndayishimiye